

L'armée ukrainienne face à l'obstacle du Dniepr

Depuis leur retrait de la ville de Kherson, les forces russes campent sur la rive gauche du fleuve

REPORTAGE

KHERSON - envoyé spécial

Voilà un mois, l'armée russe quittait la ville de Kherson, l'unique grande cité du sud de l'Ukraine conquise depuis son invasion, fin février. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, parlait alors du « début de la fin de la guerre ». Pourtant, les soldats de Moscou ne sont pas partis loin. Ils ont juste changé de rive, de l'autre côté du Dniepr, le grand fleuve qui borde Kherson.

Du pont Antonivsky, seul point de passage entre les deux berges avant d'être détruit lors du repli, on peut les apercevoir à la jumelle à 400 mètres. Du grand escalier du parc Slavy qui descend vers les eaux du Dniepr, on ne voit pas à l'œil nu les îles qui séparent les deux rives. Du port de Kherson où un navire est à moitié coulé, on ne distingue, de l'autre côté, qu'une grue et quelques maisons inhabitées. Mais le bruit de détonations rappelle que les Russes sont bien là.

Casse-tête stratégique

Depuis leur retrait de l'autre côté du fleuve, les autorités militaires ukrainiennes s'interrogent sur la stratégie à suivre. Traverser le Dniepr n'est pas une mince affaire. Le passage le plus proche se trouve à 70 kilomètres à l'est. Au niveau de Kherson, le fleuve devient estuaire et débouche sur la mer Noire toute proche. Sur plusieurs kilomètres de large, il se divise en bras secondaires, de vraies rivières qui serpentent entre des langues de terre parsemées de végétation, de maisons de campagne et de

petits lacs. Un casse-tête stratégique et une barrière naturelle difficile à franchir pour faire passer des hommes et des véhicules lourds.

Sur leur rive, les soldats ukrainiens restent d'ailleurs à couvert par crainte des snipers et des bombardements. Le 4 décembre, rue Druzhby, qui longe le parc Slavy, le flanc d'un bâtiment a été soufflé par un missile, sans faire de victime. A 100 mètres, toutes les vitres de la bibliothèque universitaire ont été soufflées par les explosions. Les habitants prennent la précaution de contourner le parc pour ne pas être la cible de tireurs embusqués, comme ils fuient les abords du pont Antonivsky. Kherson craint les missiles, l'artillerie, les mortiers, mais aussi de simples fusils.

Le 5 décembre, dans un bâtiment du port, un membre de l'administration régionale vient attendre trois petits bateaux à moteur venant de l'autre rive. A leur bord, dix personnes qui s'étaient repliés dans l'une des nombreuses maisons d'été situées sur les îles pour éviter de croiser les Russes pendant l'occupation. Désormais, sur la ligne de front, elles sont prises au piège.

« On ne sait pas quoi faire avec tous ces gens, lâche le porte-parole du gouverneur local, on avait interdit les traversées depuis le départ des Russes de Kherson, mais des centaines d'entre eux nous ont appelés pour qu'on sécurise leur retour rive gauche, on a fini par autoriser les mouvements entre le 3 et 5 décembre, sans garantie de sécurité. » Finalement, les Russes ont bloqué le départ des trois bateaux. La veille, une femme de 70 ans a été tuée par un sniper alors qu'elle



Rive droite du Dniepr, ligne de démarcation entre Ukrainiens et Russes. A Kherson, le 30 novembre. CHLOE SHARROCK/MYOP POUR « LE MONDE »

traversait avec son gendre. Pour le ministre de la défense ukrainien, Oleksii Reznikov, rencontré à Odessa, « la traversée des troupes sur la rive gauche n'est pas la priorité et il n'y a pas de saison préférable à une autre, le Dniepr ne gèle pas ». « On peut aussi, ajoute-t-il, contourner cette zone et progresser par voie maritime et par les airs. Le plus urgent, c'est un système de contrebatterie pour protéger Kherson et sa région des bombardements. » Ce face-à-face, de part et d'autre du Dniepr, à Kherson, met en lumière l'adaptation de Kiev face à l'armée russe.

Faute d'une option frontale, le ministre évoque une solution. « Bientôt, notre flotte de drones maritimes sera prête, explique-t-il. Avec nos ingénieurs et l'aide de nos alliés, elle jouera un rôle essentiel pour notre sécurité et celle du trafic de nos navires de céréales. Elle sera aussi centrale dans les opérations à venir, pour l'après-Kherson comme pour l'avancée vers la Crimée. »

Par sécurité, Iaroslav Ianouchevych, le chef de l'administration

militaire régionale de Kherson, s'exprime en plein air pour réduire les risques de frappes contre des bâtiments officiels. Place de la Liberté, par un froid polaire, il explique que « les Russes, repliés, rive gauche, sur une ligne qui passe par les villages d'Olechky et de Hola Pristan, frappent les sites administratifs et énergétiques mais aussi les rassemblements de civils aux points de ravitaillement. Moscou sert des habitants comme boucliers en plaçant son artillerie près des zones résidentielles ».

«Aucune pause»

Son homologue, pour la province voisine de Mikolaïv, le gouverneur Vitali Kim, associé aux discussions sur la stratégie dans le sud du pays, confirme le défi à venir : « Traverser le Dniepr est très compliqué, d'abord sur le plan logistique. » Mais, selon lui, « l'état-major a déjà arrêté ses plans sur la manière d'atteindre l'autre rive. Kherson ne sera pas la tête de pont principale pour franchir le Dniepr. Et nous ne ferons aucune pause, ce se-

«Si nous nous arrêtons à Kherson, nous courons le risque de la transformer en nouveau Marioupol»

SERGEY BRATCHUK

porte-parole de l'administration militaire régionale d'Odessa

rait trahir notre population et laisser à la Russie le temps de se réorganiser ». Sergey Bratchuk, porte-parole de l'administration militaire régionale d'Odessa, exprime une autre inquiétude : « Si nous nous arrêtons à Kherson, nous courons le risque de transformer cette ville en nouveau Marioupol et de retarder la reconquête du territoire. » Dans l'esprit des militaires rencontrés, l'après-Kherson, c'est, en effet, la reprise du reste de cette

région (oblast), située rive gauche, passage terrestre obligé pour accéder à la Crimée, annexée par la Russie depuis 2014. Une source politico-militaire ukrainienne, ayant requis l'anonymat, se risque même à faire une prévision : « On espère être prêts à passer à l'attaque en Crimée en mars. »

Si le passage du Dniepr ouvrira la voie vers la péninsule occupée, l'écueil géographique n'aura pas disparu. Seules deux routes, au sein d'un vaste territoire de marécages, la reliant à l'oblast de Kherson. Pas de quoi dissuader l'état-major, selon Vitali Kim. « Le plus dur, dit-il, n'est pas de franchir des obstacles naturels, l'essentiel, ce sont les hommes qui se battent pour leur liberté, leur niveau d'éducation pour maîtriser de nouvelles technologies et leur envie de repousser des occupants qui, eux, ne veulent pas mourir pour une cause qu'ils ne comprennent pas. » Une autre manière de dire que la traversée du fleuve n'est qu'une question de temps. ■

JACQUES FOLLOROU

La Chine confrontée à une explosion des cas de Covid-19

En assouplissant sa stratégie zéro Covid, Pékin semble désormais décidé à laisser circuler le virus et à miser sur l'immunité collective

PÉKIN - correspondant

Le silence. Quatre jours après la levée des principales mesures de confinement, Pékin est paradoxalement redevenue ce week-end une ville fantôme, comme en février 2020 ou en mai 2022. En soixante-douze heures, le nombre de contaminations par le Covid-19 a explosé. Nul n'en connaît le chiffre exact, puisque les cabines pour se faire tester ont aussi soudainement disparu qu'elles avaient été installées six mois plus tôt et que les autorités conseillent aux personnes qui ne sont pas gravement malades de rester chez elles. Mais, d'après plusieurs estimations, environ 10 % des Pékinois (22 millions d'habitants) seraient contaminés. « Près de 13 % », affirme le site Solidarité Covid, géré par des expatriés français. Les autres, soit parce qu'ils sont cas contacts, soit par prudence, restent chez eux.

La rue appartient donc aux milliers de livreurs, aussi vaillants qu'exploités, dont le rôle est d'autant plus indispensable que les pharmacies, prises d'assaut, manquent d'autotests et de remèdes contre la fièvre.

Le salut ne peut venir que d'Internet et de ses soutiers. Mais difficile de trouver des autotests, même en ligne. Du coup, c'est le système D. Or, la générosité des amis prévoyants s'émousse au fil des heures. « C'est la panique. Les gens sont dans une grande détresse psychologique. Impossible de trouver la moindre boîte de Doliprane, même en ligne », témoigne Sylvie Berger, présidente de l'association Pékin Accueil. Sur les réseaux sociaux, on peut, en revanche, désormais acheter des appareils respiratoires.

Hôpitaux au ralenti

Le personnel soignant n'étant pas épargné par le virus, nombre d'hôpitaux tournent au ralenti. Pourtant, les files d'attente qui s'étaient formées les 7 et 8 décembre semblent avoir disparu. « Près de chez moi, l'hôpital fait des consultations en ligne et envoie des médicaments en petite quantité », témoigne une Pékinoise. Du coup, les entreprises sont repassées en télétravail. La délégation de l'Union européenne qui devait organiser, lundi 12 décembre, sa rencontre annuelle autour des droits hu-

Le traçage vient d'être supprimé. Les confinements touchent à leur fin. Les malades restent chez eux et se débrouillent

mais l'a annulée au dernier moment. A Pékin, les cours ont lieu à distance mais le taux d'absentéisme dépasserait les 20 %. « Et encore, certains élèves malades suivent les cours », témoigne une enseignante.

Malgré l'ambiance chaotique, les autorités maintiennent le cap. Dimanche 11 décembre au soir, elles ont même pris une nouvelle mesure radicale : la suppression de l'application qui permettait de tracer chaque déplacement – une flèche verte au bas de laquelle s'inscrivait automatiquement le nom des villes, voire des quartiers où le téléphone avait « borné » les sept jours précédents et qui était systématiquement vérifiée à l'arrivée en

gare ou dans les hôtels. Dans la même logique, les villes n'indiquent plus le nombre de contaminations par quartiers. Il n'y a donc plus de « zones à risques » spécifiques.

Depuis janvier 2020, la lutte contre le Covid-19 en Chine passait par le triptyque : tester, tracer, isoler. Désormais, les tests ont quasiment disparu. Ils ne sont plus obligatoires pour les transports en commun ni pour l'accès aux résidences. Le traçage vient, lui aussi, d'être supprimé. Reste l'isolement. Mais là encore, les confinements collectifs touchent à leur fin. Les malades restent chez eux et se débrouillent. Comme l'indique une inscription monumentale apparue sur la tour iconique de Canton : « Chacun est responsable de sa santé ».

Revoir le système de santé

Les observateurs se perdent en conjecture sur les raisons qui ont poussé le gouvernement à rouvrir si rapidement. La flambée des cas à Pékin et à Canton malgré les mesures zéro Covid, la dégradation de la situation économique, le ras-le-bol désor-

mais explicite de la population, ont sans doute joué.

Certains n'excluent pas que le président Xi Jinping, qui s'est rendu au G20 à Bali à la mi-novembre, ait constaté, à cette occasion, que le reste du monde vivait avec le Covid-19. Peut-être même aurait-il été contaminé par John Lee, le responsable de Hongkong qu'il a croisé à plusieurs reprises lors du sommet de l'APEC, le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, les 18 et 19 novembre à Bangkok, et qui a été testé positif à son retour.

Quoi qu'il en soit, la Chine semble décidée à laisser circuler le virus et à miser sur l'immunité collective. Selon Airfinity, un organisme basé à Londres qui a concentré ses recherches sur l'ouverture de Hongkong à l'automne, entre 1,3 million et 2,1 millions de personnes pourraient mourir. « Nous verrons un grand nombre de cas dans un mois et la mortalité arrivera deux semaines plus tard », a déclaré à l'agence Bloomberg Ali Mokdad, spécialiste de la santé publique à l'université de Washington.

Dans un entretien à l'agence Chine nouvelle, Zhong Nanshan,

l'épidémiologiste star du pays, s'est montré plus rassurant en réaffirmant, dimanche, que le taux de morbidité dû à Omicron n'est que de 0,1 % environ, soit un niveau comparable à celui de la grippe. Il estime néanmoins qu'il y a un « besoin urgent » d'augmenter le taux de vaccination, notamment des centaines de millions de Chinois qui vont voyager à l'occasion du Nouvel An lunaire. Il prévoit un retour à la normale durant le deuxième trimestre 2023.

Tous les experts ne sont pas aussi optimistes. Rao Yi, président de l'université de médecine de Pékin, lui-même testé positif, a déclaré qu'il fallait revoir le système de santé publique et « être préparé au fait que la plupart des gens vont probablement être infectés, que [la maladie] a un certain taux de mortalité même s'il n'est pas très élevé, qu'il y a un risque que le variant mute et que les gens soient réinfectés ». En attendant la sortie du tunnel, les autorités sanitaires ont ordonné à toutes les villes d'augmenter le nombre de lits dans les unités de soins intensifs. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE